

La fête : un anti-modèle économique

Professeur André Lapied

Aix-Marseille University (Aix-Marseille School of Economics), CNRS & EHESS

a.lapied@univ-amu.fr

Nous traversons une époque où la plupart des pays développés cherchent le modèle économique miraculeux qui fera revenir leur lustre passé et leur suprématie sur les pays dits émergents, qui ont d'ailleurs, pour certains, émergé depuis longtemps.

Les États-Unis ont fait un choix : l'innovation, principalement dans le domaine des technologies et de l'information et de la communication, alliée à une énergie peu chère, par suite de l'exploitation du gaz et du pétrole de schiste. Ils jouent ainsi sur deux tableaux : la position monopolistique momentanée due à l'innovation et la réduction des coûts industriels permise par une importante baisse des prix de l'énergie. Cette alliance de la carpe et du lapin garde un équilibre entre « nouvelle » et « ancienne » économie. Quel que soit le coût environnemental de cette option et en dépit de promesses écologiques répétées régulièrement, on peut imaginer que cette stratégie industrielle ne sera pas abandonnée de sitôt. L'avenir nous dira s'il s'agissait d'un choix pertinent mais il a au moins le mérite de produire des effets de court-terme, ce qui correspond bien à l'horizon des décideurs politiques dans les démocraties occidentales.

En comparaison, l'Europe semble hésiter, voire patiner. Il ne faut certes pas oublier le modèle Rhénan, fondé sur la qualité de produits haut de gamme, qui n'a pas négligé pour autant la dimension coût de la production, grâce à une modération salariale et à un faible investissement public ayant permis de limiter les ponctions de l'État sur l'économie. À l'heure actuelle, il n'est pas certain que ces deux éléments seront conservés bien longtemps, d'autant que l'orgueilleux aigle germanique pourrait bien recevoir le plomb de la transition énergétique dans l'aile.

Existe-t-il une alternative pour la vieille Europe ? Dit autrement, un choix différent ne s'est-il pas imposé dans certains pays dits de l'Europe du Sud, un concept d'ailleurs à géométrie variable ? Sans doute de manière implicite, voire insidieuse, le modèle de la fête s'est diffusé progressivement dans nos contrées, au point de représenter une référence, non seulement économique, mais aussi sociale, voire métaphysique. Que propose-t-il sur le plan économique ?

La fête est une activité économique privilégiée

Il est vraisemblable que les arrières pensées déjà présentes dans la fameuse formule *panem et circenses* soient toujours d'actualité mais là n'est pas notre propos. Nous voulons tout d'abord montrer l'omniprésence de cette fonction et les privilèges dont elle bénéficie, par rapport à d'autres activités, notamment industrielles.

Cette hydre pousse ses tentacules dans de nombreux domaines. Elle se nourrit bien sûr du tourisme de masse, prenant appui pour cela sur des conditions climatiques favorables, un patrimoine architectural exceptionnel et une culture héritée du passé, dont on peut d'ailleurs se demander si elle existe encore en dehors du discours des communicateurs. Fût-elle plus vigoureuse, elle n'aurait pas besoin de s'abriter sous le parapluie de l'exception culturelle pour survivre. Le premier indice qui nous laisse penser que l'État privilégie ce domaine est donné par la virulence avec laquelle il soutient ce protectionnisme dans les négociations de l'OMC, ce qui n'est pas sans contreparties, puisque nos concurrents ont alors beau jeu de fermer d'autres marchés où les firmes françaises auraient pu exporter.

La fête a aussi vocation à occuper les journées, ou plutôt les nuits de la population, principalement mais non exclusivement les jeunes, avec notamment les incontournables discothèques et leurs cortèges de *before* et d'*after*, qui permettent de passer la fameuse nuit blanche, exploit hebdomadaire dérisoire des temps modernes.

Le cas emblématique reste la grande manifestation, sportive ou « culturelle », mais immanquablement festive. Elle bénéficie de tous les égards. Pour prendre un exemple récent, l'Assemblée nationale a voté une exonération fiscale pour tous les événements sportifs internationaux qui seront attribués à la France avant la fin 2017, en particulier l'Euro 2016 de football et potentiellement les Jeux olympiques de 2024. Avantages que ne promet jamais un Ministre allant au secours des entreprises industrielles en difficulté, dans sa pourtant messianique mission de « sauver des emplois ».

Ces quelques exemples, qui pourraient être multipliés à l'infini, montrent tout à la fois le caractère systématique de la fête et la protection quasi divine dont elle bénéficie. On nous dira que tout cela crée des emplois mais faut-il avaler cette couleuvre ?

La fête est un anti-modèle

Tout d'abord la comptabilité économique des avantages et des inconvénients se fait en termes de valeur et non d'emploi, sinon il suffirait de faire creuser des trous par certains chômeurs et de les faire reboucher par d'autres pour résoudre nos problèmes. Mais cette analyse ayant déjà été développée dans un précédent article¹, c'est un autre aspect du problème que nous souhaitons évoquer à présent.

Nous avons pu constater que la fête n'était pas seulement une activité économique comme les autres mais qu'elle était nettement privilégiée. Elle bénéficie de nombreux avantages fiscaux et subventions divers. Que ce soit pour le sport ou le spectacle, la manne publique coule à flot. Pas un seul petit festival d'été qui ne bénéficie de largesses, pas une seule petite manifestation sportive qui ne soit aidée. Quel est le régime d'indemnisation le plus avantageux de l'univers connu ? Celui des intermittents du spectacle. Et nous avons vu que l'imagination des politiques en ce domaine était loin de s'épuiser. Certes ces manifestations se sont développées à tel point que l'on peut légitimement se demander si

¹ A. Lapied, « L'emploi : un piètre alibi dans les affaires de nuisance sonore », 2013, site web AABV.

leur nombre ne dépasse pas celui de leurs spectateurs mais cette débauche ne saurait être considérée comme un gain net. Il convient en effet de se demander d'où vient cet argent si généreusement distribué. Des cotisations sociales des travailleurs des autres secteurs, des taxes supportées par les entreprises et des impôts payés par les ménages. Lorsque la dette publique approche 100% du PIB, il faudrait être bien naïf pour penser que ce qui est donné aux uns n'est pas retiré aux autres. Tout ceci vient donc en déduction du pouvoir d'achat des ménages et de la compétitivité des entreprises. En mettant la fête sous perfusion publique, on tue l'industrie ! Il s'agit donc bien d'un choix de société : on sacrifie la production de biens et services traditionnels ou innovants pour se concentrer sur la fête. N'existe-t-il pas un pionnier en ce domaine non loin de nous ? Quelque pays qui s'est placé en tête du peloton des fêtards ? Vous avez bien sûr deviné, il s'agit de l'Espagne qui a tenté un modèle de développement basé sur le tourisme, le monde de la fête, de la nuit. Quel en a été le résultat ? Une bulle immobilière gigantesque qui, en éclatant, a révélé que le roi était nu : les Espagnols ruinés, le chômage catastrophique et aucune alternative économique pour créer des richesses, la fête ayant ravagé les autres activités économiques sur son passage. Ce pays, par ailleurs dynamique, saura-t-il absorber la purge de la déflation immobilière et salariale pour repartir vers d'autres projets ?

Suivrons nous cet anti-modèle ? Laisserons-nous la tradition industrielle française disparaître sous les coups de cymbales entêtants de la fête ? L'ingénierie de notre pays est encore l'une des plus réputées mais pour combien de temps encore ?

À l'issue de cette analyse, une importante question reste ouverte : le choix de cet anti-modèle économique est-il délibéré ? Nous laisserons à nos confrères des sciences politiques le soin de disserter sur ce thème. Il est dans tous les cas évident qu'il n'a jamais été rendu explicite par les politiques. Il ne saurait donc bénéficier d'une quelconque légitimité démocratique.

À quand un vrai débat sur le modèle économique que nous voulons pour notre pays ?